

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 11/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DIJON CERELES**

4 Boulevard de Beauregard  
BP 4065  
21600 Longvic

Références : 2024-416  
Code AIOT : 0005401977

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement DIJON CERELES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exercice inopiné organisé dans l'établissement Dijon CERELES vise à vérifier le caractère opérationnel du POI, à sensibiliser l'exploitant aux moyens à déployer (humains et matériels) lors d'un POI, et à tester une situation accidentelle sur le site en déroulant un scénario prédéfini dans le POI.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIJON CERELES

- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur 12 hectares sur la commune de LONGVIC (Référence cadastrale BW N° 6) et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative pour notamment les produits agropharmaceutiques.

Le site est composé :

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques/ semences/terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	2 mois
3	Test du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100	Demande d'action corrective	2 mois
4	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disponibilité POI	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L515-41	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rédigé un plan d'opération interne (POI) et le met régulièrement à jour. Le POI doit être complété sur quelques points particuliers pour prendre en compte le retour d'expérience de l'exercice. L'exploitant a assuré une diffusion suffisante de ce document auprès de ses collaborateurs qui savent le mettre en œuvre. Quelques observations ont été formulées lors de l'exercice et devront être prises en compte par l'exploitant dans la mise en œuvre du POI.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Disponibilité POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. L'exploitant tient à jour ce plan.
<b>Constats :</b>  Dijon Céréales dispose d'un POI depuis de nombreuses années. Il est mis à jour régulièrement. La version actuelle est la version O de juin 2024. Un exemplaire du POI à jour est disponible dans le bureau du responsable de la plateforme de l'établissement de Dijon Céréales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Données et informations devant figurer dans le POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
<b>Constats :</b>  Lors de l'exercice POI, il a été constaté que le POI contient les informations demandées à l'exception de : 1/ Les cartographies des zones d'effets thermiques et toxiques de l'incendie de 4 camions au quai de chargement ne sont pas dans le POI alors que pour les 3 scénarios d'accident ces cartographies extraites de l'Étude de Dangers sont bien présentes (fiches 18 à 22 du POI).

2/ Les moyens d'intervention internes contre l'incendie décrits à la fiche 23 du POI mentionnent 2 RIA (robinets d'incendie armés) à mousse pour défendre la zone de chargement/déchargement alors que ces 2 RIA ne fonctionnent qu'en eau selon le test de mise en œuvre réalisé pendant l'exercice.

3/ Comme suite à l'inspection du 9 mai 2023 et à ses engagements qu'il a pris dans ce cadre, Dijon Céréales a passé un contrat de prestation avec un prestataire du réseau RIPA pour les prélèvements et analyses en situation accidentelle et post-accidentelle. Le POI ne précise pas les modalités opérationnelles de sollicitation de ce prestataire en situation accidentelle et post-accidentelle.

4/ En l'absence d'équipement de protection individuelle, le POI ne mentionne pas les conditions d'intervention des équipiers avec les moyens de lutte contre l'incendie mentionnés dans la fiche 23.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le POI doit être corrigé sur les points suivants :

- 1/ Intégrer les cartographies des zones d'effets thermiques et toxiques de l'incendie de 4 camions au quai de chargement comme pour les 3 autres scénarios d'accident (fiches 18 à 22 du POI).
- 2/ Clarifier en accord avec le SDIS 21 les moyens d'intervention internes contre l'incendie pour défendre la zone de chargement/déchargement (2 RIA avec ou sans mousse) et mettre à jour en conséquence la fiche 23 du POI.
- 3/ Préciser les modalités opérationnelles de sollicitation du prestataire pour les prélèvements et analyses en situation accidentelle et post-accidentelle.
- 4/ Préciser en l'absence d'équipement de protection individuelle, les conditions d'intervention des équipiers avec les moyens de lutte interne contre l'incendie mentionnés dans la fiche 23.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Test du POI**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100

**Thème(s) :** Risques accidentels, Test POI

**Prescription contrôlée :**

Le POI est testé à des intervalles n'excédant pas un an.

**Constats :**

L'inspection a organisé un exercice d'incendie inopiné afin de tester :

- le caractère opérationnel du POI qui doit permettre de gérer l'ensemble des situations accidentelles identifiées au regard des activités autorisées.
- la montée en puissance des moyens à déployer (humains et matériels) lors d'un POI.
- la disponibilité de l'état des stocks, avec les informations nécessaires.

**Le scénario de l'exercice est le suivant :** Départ de feu au niveau d'un camion des quatre camions à quai dans la zone de réception et d'expédition des produits.

**Les conventions concernant le déroulement de l'exercice sont :**

- Pas de feu réel
- Pas d'alarme ni de sirène POI déclenchée
- Simulation des appels SDIS, préfecture, gendarmerie, mairie, .....
- Appel à DREAL en précisant qu'il s'agit d'un exercice
- Pas de perte d'utilité
- Pas de victime
- Déploiement des moyens internes de défense incendie et mise en eau si possible
- Évolution du scénario au fil de l'eau selon les directives des inspecteurs

**Déroulé et Observations lors de l'exercice :**

1/ Le chef de quai détecte de la fumée au niveau du quai de chargement et s'approche pour procéder à une levée de doute. Il relève un départ de feu au niveau d'un des 4 camions à quai. Il prend les premières mesures (simulation évacuation du quai de chargement, simulation déclenchement alarme incendie, ..) puis prévient le responsable adjoint de la plateforme. Ils préviennent ensuite le responsable de plateforme.

Observation n°1 : Le chef de quai indique que certains chauffeurs ne parlent ni ne comprennent le français et que l'ordre d'évacuation du quai serait alors donné par gestes et non par explication des consignes.

Observation n°2 : Le responsable de la plateforme n'a été prévenu qu'à la fin de la mise en place des premières mesures alors que la fiche 4 du POI prévoit qu'il soit prévenu en parallèle de la mise en œuvre des premières mesures.

2/ Le responsable de plateforme déclenche le POI, prend le rôle de directeur des secours et attribue les missions telles que prévues par les fiches 24 et 31 du POI. Les différentes actions sont réalisées selon conventions d'exercice : prévenir les secours et informer la préfecture et la DREAL, vérification évacuation de personnel par ronde serre-file et fermeture des portes coupe-feu, coupure des différentes énergie (Electricité, gaz naturel, pompe de relevage, ..), ouverture des portails pour attente des secours et interdire l'accès au site.

Observation n°3 : Il a été fait une confusion entre déclencher le POI qui est de la responsabilité de l'exploitant et déclencher le PPI (plan particulier d'intervention) qui est de la responsabilité du préfet. Le relevé de la zone précise de l'incendie et son affichage sur le tableau du bureau du responsable de plateforme demandés dans la fiche réflexe 27 du POI n'ont pas été effectués. Le POI pourrait prévoir une communication entre le directeur des secours et l'équipier qui attend les secours au portail.

Observation n°4 : Après le signal d'évacuation et malgré celui-ci, le chef de quai, missionné pour aller accueillir les secours et interdire l'accès sur le site, doit rentrer dans les bureaux pour prendre le panneau "stop" nécessaire à sa mission.

3/ A la suite de l'évolution du scénario qui a prévu une généralisation de l'incendie aux 4 camions à quai, les moyens de défense (2 RIA) ont été engagés et un des deux RIA a été mis en eau. Deux non conformités ont été relevées et sont mentionnées au point de contrôle n°2. Le directeur des opérations de secours s'est coordonné avec le chef de colonne des secours du SDIS à leur arrivée sur site (rôle joué par un inspecteur).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les observations de l'inspection et d'y

apporter les réponses adaptées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> </div>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le directeur des secours a présenté un état des stocks des entrepôts accessible depuis son téléphone portable.</p> <p>Observation : Le scénario joué était un départ de feu sur un des camions à quai qui se généralise aux trois autres camions également à quai. L'état des stocks tel que prévu ne permet pas de connaître la nature et la quantité de produits stockés dans les camions. Lors de l'exercice,</p>

l'exploitant a pu résoudre cette difficulté à partir des documents dont disposaient les chauffeurs, (Lettre de voiture, bon de livraison, ....).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit formaliser dans son POI les dispositions pour connaître la nature et la quantité de produits stockés dans les camions dans le cadre du scénario "incendie au quai de chargement" qu'il a mises en œuvre lors de l'exercice POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois